



Politique budgétaire et croissance économique en République Démocratique du Congo de 1994 à 2023

MPIANA KAZADI François

Apprenant au DEA en sciences économiques à l'Université de Kisangani

Administrateur du budget à l'Université Officielle de Mbuji-Mayi

SIFA MUTHAKA

Professeuse Associée à la faculté de sciences économiques et de gestion, Université de Kisangani

MBEMBONGA MOGANGA Benjamin

Professeur Associé à la faculté de sciences économiques et de gestion, Université de Kisangani

LUBANZA NGOMA Germain

Professeur à la faculté de sciences économiques et de gestion, Université de Kisangani

Secrétaire Général Académique à l'Université Officielle de Mbuji-Mayi.

Résumé : La présente étude ayant porté sur la politique budgétaire et croissance économique en République Démocratique du Congo a pour objectif de déterminer l'effet de la politique budgétaire sur la croissance économique qui nécessite une étude empirique par l'estimation d'une régression linéaire ayant conduit aux résultats ci-après : une variation des recettes publiques de 1% entraîne une augmentation du PIB qu'une hausse d'une unité monétaire des recettes publiques est liée à un accroissement approximatif de (10,03745) du Produit Intérieur Brut qui est statistiquement significative ($0,0003 < 0,05$). Il a donc un puissant effet multiplicateur positif des revenus et hausse d'une unité monétaire des dépenses publiques correspond à une réduction significative ($0,0074 < 0,05$) approximative de 7,453514 unités monétaires du PIB. Ce résultat indique un effet d'éviction significatif et une répartition inadéquate des dépenses qui nuit à la croissance économique.

Mots clés : Politique Budgétaire, Croissance économique, Recette publique, Dépenses publiques, effet d'éviction, etc.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.20511790>

Introduction

Le fondement de la politique budgétaire vise du point de vue économique, à stimuler l'activité économique, généralement par l'augmentation des dépenses publiques ou la diminution du taux d'intérêt, une stratégie économique où l'État cherche à réduire ses dépenses et où à augmenter ses recettes par exemple par la hausse d'impôts pour diminuer le déficit public et la dette, vise les mesures d'austérité et d'assainissement des finances publiques.

Dans les pays de l'OCDE par exemple, les conditions de vie sont confortables, les taux d'imposition substantiels, les dépenses publiques notables particulièrement des dépenses sociales alors que la situation des pays en

développement n'est pas semblable. Dans l'ensemble, ces derniers se caractérisent par des difficultés de collecte de l'impôt, des dépenses sociales quasi-inexistantes, une mauvaise gouvernance notoire, etc. (Dione, 2016).

Les dépenses budgétaires favorisent la croissance et encouragent l'investissement privé, les pouvoirs publics devraient réduire les dépenses de consommation finale des administrations publiques, car celles-ci ont un impact négatif sur la croissance économique à court terme (Tahtah, 2013). Les dépenses publiques relatives à la dette n'ont pas un effet significatif sur la croissance économique (Echaoui & Skikra, 2021).

Le déficit budgétaire, affectent significativement l'investissement privé et cela de manière négative. Et tout choc sur l'investissement privé constaté au cours d'une année donnée est entièrement résorbé au bout d'un an (Kamgnja & Touna, 2001). Une hausse des dépenses publiques accroît significativement la production, la consommation et l'investissement privé, avec un multiplicateur des dépenses évalué en moyenne à 0.36 à court terme si une grande proportion des dépenses est affectée à l'investissement public.

De l'autre côté, une baisse des impôts et taxes a un effet positif et significatif sur la production et la demande globale, avec un multiplicateur fiscal fixé à 0.14 en moyenne et à court terme. Cette efficacité est due au fait que la proportion des ménages non Ricardiens (90%) est très élevée, permettant ainsi de stimuler l'économie, les variations cycliques de la production sont majoritairement expliquées par les chocs d'investissement public et de la taxe sur la consommation (M'pya, 2021).

Les dépenses publiques et ont également frayé le chemin de la présente recherche. Dans la politique budgétaire d'un État, l'analyse de la répartition des dépenses publiques revêt une importance capitale, car ces dernières peuvent impacter positivement ou négativement la croissance économique et vice versa. Quand bien même qu'il s'observe depuis un temps une croissance économique positive en Afrique en général et en RDC en particulier, l'effet de cette croissance sur les dépenses publiques et les conditions de vie des populations reste à discuter.

La présente étude vise à déterminer les effets de la politique budgétaire sur la croissance économique en République Démocratique du Congo et s'articule autour de la question suivante : il est question de savoir : Quel est l'effet de la politique budgétaire sur la croissance économique de la RDC ?

1. Revue de la littérature

Au regard de l'évolution de la science, les questions non exploitées dans la plupart des domaines demeurent rares. Il importe pour tout chercheur de s'imprégner sur ce qui a été dit, fait ou écrit sur son sujet de recherche. Et cela, dans le but de motiver l'originalité de son étude.

Pour la problématique de la politique budgétaire dans l'économies, les auteurs et chercheurs laissent couler beaucoup d'encre et de salive. Simplement parce qu'il s'agit d'un phénomène récemment devenu inquiétants, surtout, pour les économies en développement.

D'autres travaux ont mis en lumière la manière dont les choix budgétaires liés à la redistribution peuvent influencer la croissance. (Alesina & Rodrik, 1994) explorent la relation entre l'inégalité des revenus, la redistribution fiscale et la croissance. Dans un contexte démocratique (modèle du votant médian), une forte inégalité conduit à une demande de redistribution plus importante de la part du votant médian.

Les politiques de redistribution (impôts progressifs, transferts sociaux) sont souvent financées par des impôts pour l'investissement et le travail. Lorsque l'inégalité est élevée, la demande pour ces politiques de redistribution augmente, ce qui mène à des impôts plus élevés, à une réduction de l'incitation à investir/travailler et, par conséquent, à une baisse du taux de croissance.

L'inégalité est nuisible à la croissance, non pas directement, mais via son effet sur la politique budgétaire adoptée (la redistribution). Pour maintenir la croissance, la politique budgétaire doit trouver un équilibre entre l'équité et l'efficacité.

2. Méthode de recherche

Dans le cadre de cette recherche, nous allons recourir aux méthodes explicatives. Ce choix est dicté par le souci d'inventorier et hiérarchiser les composantes des dépenses publiques et comprendre leur évolution. Ce qui permettra, ensuite, d'analyser leurs liens de causalité avec la croissance économique en RD Congo, durant la période de 1992 à 2024.

Cette méthode sera appliquée dans une démarche hypothético-déductive (Uzunidis, 2007). Elle consistera à formuler les hypothèses basées sur des théories économiques en rapport avec la croissance économique et la politique budgétaire.

Nous allons donc faire recours économétrique avec l'utilisation des données chiffrées pour tester cette relation. Grâce à la méthode des moindres carrés ordinaires, les estimateurs par moindres carrés sans biais convergent et à variance minimale (Belhedi, 2017).

2.1. Justification des variables du deuxième modèle

2.1.1. Variable expliquée

Le Produit Intérieur Brut représente l'évaluation globale de la production et du revenu à l'échelle nationale. Le PIB est perçu comme un résultat d'équilibre influencé par les décisions des acteurs économiques (comme la consommation et l'investissement).

2.1.2. Variables Exogènes

- **Les dépenses publiques**

Le niveau des dépenses publiques ne découle pas automatiquement du degré de prospérité économique. C'est le résultat de la loi de finances et représente des priorités politiques telles que les investissements, la santé et l'éducation. Indépendamment de la conjoncture du PIB, le gouvernement opte pour une dépense d'un certain montant.

- **Les recettes publiques**

L'élément véritablement externe de la structure fiscale. Ces règles constituent des décisions politiques extérieures. La variable recette publique est sélectionnée comme variable exogène pour saisir l'impact de ces modifications de la politique fiscale sur le PIB, en détachant cet impact du cycle économique.

- **Déficit budgétaire**

Le déficit est utilisé comme un indicateur global pour exprimer la direction générale de la politique budgétaire. Il s'agit du niveau d'endettement déterminé ou approuvé par le gouvernement pour financer ses politiques. Cette décision stratégique est dissociée des processus internes du PIB.

Tableau N°1 : Spécification des variables

Variables	Indice	Source
Produit intérieur brut	En millions de franc congolais	BCC
Dépense publique	En millions de franc congolais	BCC
Recette publique	En millions de franc congolais	BCC
Déficit budgétaire	En millions de franc congolais	BCC

Source : Auteur

L'étude repose sur une variable principale à expliquer, le Produit Intérieur Brut, qualifiée de variable endogène et les variables exogènes comme les dépenses publiques, les recettes publiques, le déficit budgétaire.

Désignons par :

- *PIB* : Produit Intérieur Brut
- *Dép* : Dépenses publiques
- *Rec* : Recettes publiques
- *Dbudg* : Déficit budgétaire
- ε : le terme d'erreurs

Pour expliquer comment se détermine un ou plusieurs phénomènes économiques, on construit un modèle à partir de certaines hypothèses et des résultats qu'elles donnent dans le cadre d'une théorie particulière. Dans le cadre de la présente étude un modèle économétrique permet d'expliquer le phénomène sous étude de l'influence de la politique budgétaire sur la croissance économique

$$PIB = \beta_0 + \beta_1 Dép + \beta_2 Rec + \beta_3 Dbudg + \varepsilon$$

Avec $\beta_0, \beta_1, \beta_2, \beta_3$ les paramètres à estimer

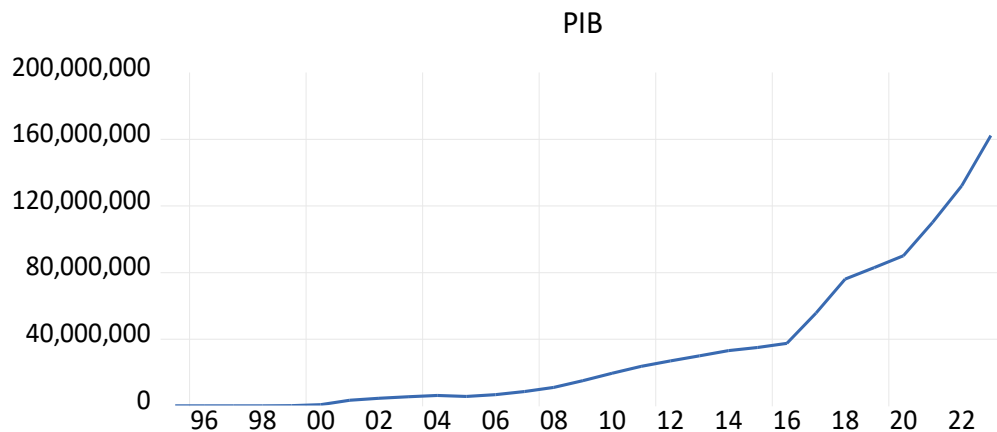
3. Analyse des données

Cette partie de la recherche abordera la question de la politique budgétaire en RDC dans son ensemble. Nous contournerons la question afin d'éclairer toutes les zones d'ombre probables. Il sera ici question d'analyser les données des différentes variables.

Un financement inadéquat du budget, le recours excessif au financement monétaire du déficit budgétaire par la Banque Centrale du Congo (engendrant de l'inflation et une dépréciation du Franc Congolais), et la faible qualité ou le niveau insuffisant des dépenses en capital, limitent la capacité de la politique budgétaire à générer un développement durable et une réduction significative de la pauvreté, malgré une croissance globale souvent tirée par le secteur minier. La présente partie de cette étude présente donc le constat des analyses économétriques.

3.1. Statistique descriptive

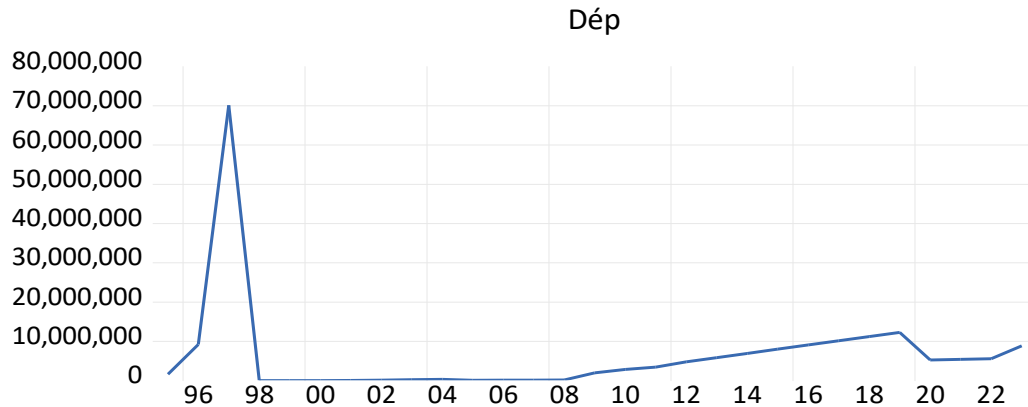
Graphique N°1 : Evolution du Produit Intérieur Brut (PIB)



Source : Sur base du logiciel Eviews 12

La courbe du Produit Intérieur Brut (PIB) sur la période d'étude indique une tendance globale fortement positive. L'économie est en expansion, avec une hausse continue du PIB. De 1996 à environ 2018, la croissance est caractérisée par une pente douce et relativement stable. Cependant, aux alentours de 2018-2020, la courbe montre une accélération brusque et significative, avec un taux de croissance qui devient extrêmement raide sur les dernières années observées.

Graphique N°2 : Évolution des dépenses publiques

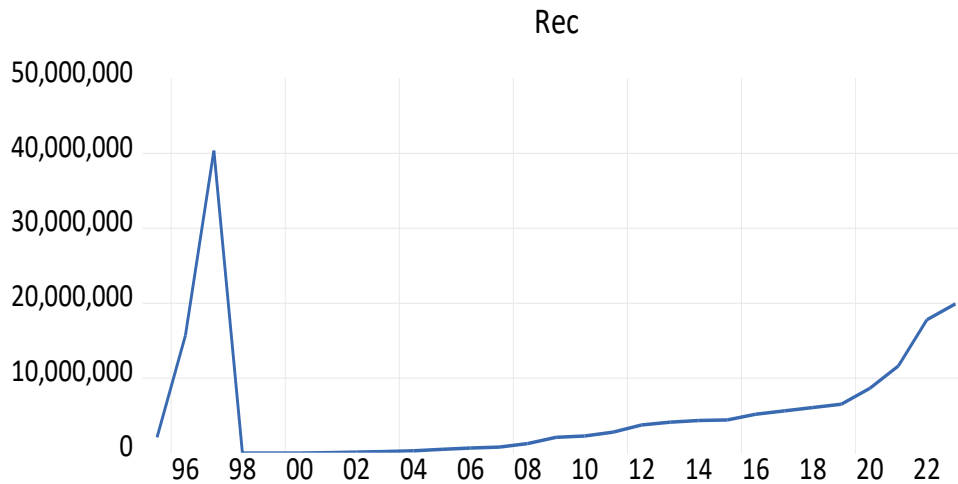


Source : Sur base du logiciel Eviews 12

L'évolution des dépenses publiques révèle une baisse spectaculaire et instantanée entre les années 1996 et 1998. Après une flambée en 1996, les dépenses chutent presque à néant l'année d'après, mettant sans doute en lumière un coup dur à l'économie avec une restructuration budgétaire sévère. Ensuite, de 1998 à 2008, les dépenses publiques restent remarquablement faibles et stagne, frôlant l'axe des abscisses. Ce qui témoigne d'une période où l'intervention de l'État dans l'économie est très limitée.

Depuis 2008, on remarque une hausse très progressive et lente des dépenses publiques, indiquant le commencement d'une reprise. Cette expansion se poursuit jusqu'en 2020, moment où les dépenses atteignent un nouveau niveau record (bien que largement inférieur à celui de 1996). Toutefois, de 2020 à 2022, la courbe indique une correction légère vers le bas, suivie d'une stagnation.

Graphique N°3 : Évolution des recettes publiques

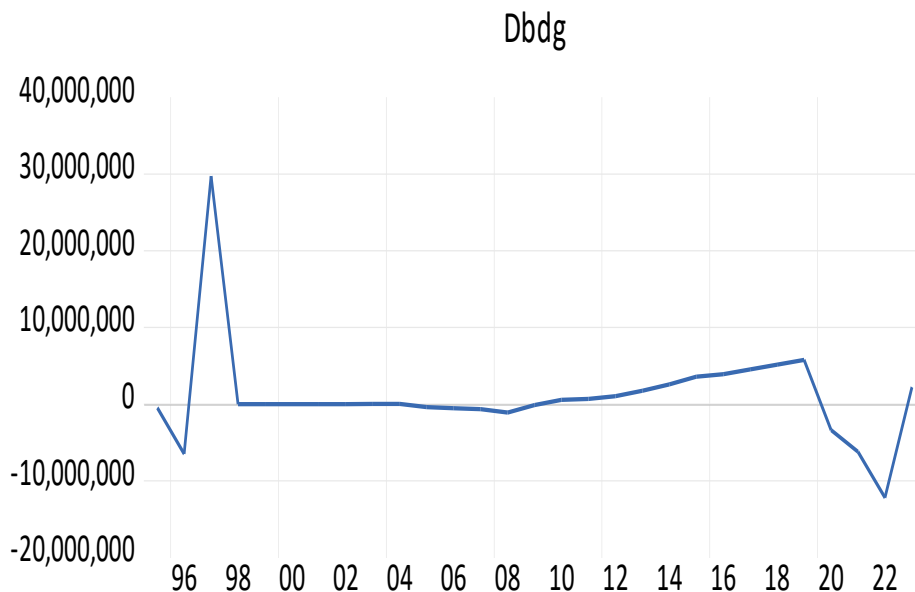


Source : Sur base du logiciel Eviews 12

Le graphique ci-dessus renseigne l'effondrement et le choc de la recette publique de 1996–2002. Le graphique des recettes publiques montre un sommet très haut autour de 1997. Cette montée initiale est rapidement suivie d'un déclin drastique et presque complet en 1998. Cette chute concomitante montre un événement économique de grande envergure et dévastateur qui aurait entraîné l'effondrement de la capacité de l'État à percevoir des revenus. Entre 1998 et 2002, les revenus sont restés à un niveau négligeable et stagnant.

Depuis 2002, les revenus de l'État connaissent une progression régulière très graduelle qui se prolonge pendant plus de dix ans. Jusqu'en 2018, cette période de reprise est caractérisée par une croissance modeste, après quoi la courbe commence à s'intensifier, signalant une accélération de l'augmentation des revenus. De 2018 à 2022, les revenus connaissent une hausse considérable, culminant. Cette phase finale témoigne d'une reprise marquée de l'activité économique et d'une amélioration significative de l'efficacité de la collecte des impôts qui permet à l'État de regagner une capacité croissante de financement.

Graphique N°4 : Évolution de déficit budgétaire



Source : Sur base du logiciel Eviews 12

L'historique de l'écart budgétaire débute avec une forte hausse du déficit vers 1997. Ce qui atteste de l'importance du traumatisme financier enduré (observé à partir des graphiques des dépenses et recettes). Suite à cet incident, le déficit connaît une chute significative et reste à un niveau extrêmement bas, quasi inexistant de 1998 à 2018.

Cette durée prolongée indique que les niveaux extrêmement bas de dépenses et de revenus constatés ont été préservés en parfaite synchronisation, le gouvernement dépensant quasiment la même somme qu'il réussissait à percevoir, maintenant de ce fait une situation budgétaire stable, bien que cela soit à un niveau d'activité fortement diminué. À partir de 2018, on note une légère hausse du déficit.

Toutefois, l'intervalle 2020-2022, le déficit subit une chute drastique pour se transformer (valeurs négatives) en 2021. Ce surplus considérable signale qu'à la première occurrence, les revenus ont largement surpassé les sorties d'argent, vraisemblablement suite à l'augmentation des revenus ou de la diminution des dépenses très marquée.

Tableau N°2 : Paramètres statistiques

	PIB	REC	DEP	DBDG
Moyenne	33911490	5774270.	6349110.	1032919.
Maximum	1.6208	40368817	70119539	29750722
Minimum	950.0846	604.3540	844.6860	-12214038
Ecart-type	43664862	8587639.	12899274	6608133.

Source : Sur base du logiciel Eviews 12

Le tableau révèle une volatilité extrême du système économique global, principalement capturée par l'Écart-type du PIB (43664862) qui surpasse sa propre Moyenne (33911490). Ce déséquilibre statistique confirme l'existence d'un événement choc majeur ayant dominé la période étudiée. Les variables budgétaires (Dépenses, Recettes) affichent des Maximums records et des Minimums quasi-nuls, traduisant l'effondrement puis la stagnation prolongée observés. En conséquence, le Déficit Budgétaire (DDBG) présente la plus grande amplitude de variation, allant d'un déficit maximal de -12214038 (le minimum négatif), attestant des turbulences financières historiques.

En général, l'économie a connu un déficit financier, car la moyenne du DDBG est positive (1032919). Ce déficit moyen est dû au fait qu'au cours de la période, la Moyenne des dépenses (6349110) a dépassé la moyenne des recettes (5774270).

3.2. Analyse économétrique

3.2.1. Test de stationnarité

Le test Augmenté de Dickey-Fuller (ADF) (Dupont, 2012) est un outil statistique utilisé pour déterminer si une série temporelle est stationnaire ou non. Dans le cadre de cette étude, il est crucial de vérifier la stationnarité de ces séries pour éviter des résultats biaisés dans les analyses de régression.

Le test ADF repose sur deux hypothèses :

- H0 : La série temporelle a une racine unitaire
- H1 : La série ne présente pas de racine unitaire.

Le test ADF calcule une statistique de test qui est ensuite comparée à des valeurs critiques pour décider de rejeter ou non l'hypothèse nulle. Si la statistique de test est inférieure à la valeur critique, on ne peut pas rejeter H_0 , indiquant que la série est non stationnaire. À l'inverse, si elle est supérieure, on rejette H_0 .

Tableau N°3 : Présentation de la stationnarité

Variabes	Produit intérieur brut	Dépenses publiques	Recettes publiques	Déficit budgétaire
Symbole	PIB	Dép	Rec	Dbudg
Probabilité	0,0001	0,0006	0,0307	0,0001
Ordre de polynôme	1	0	0	0
Ordre d'intégration	I(2)	I(0)	I(0)	I(0)

Source : Sur base du logiciel Eviews 12

Sur base de ce tableau de la stationnarité, on considère généralement que la majorité des séries, les Dépenses Publiques (Dép), les Recettes Publiques (Rec) et le Déficit Budgétaire (Dbdg) possèdent un caractère stationnaire en niveau (Ordre d'intégration I(0)), étant donné que leurs probabilités sont très basses ($p < 0,05$), ce qui entraîne le rejet de l'hypothèse de non-stationnarité. Le Produit Intérieur Brut (PIB) se distingue en étant fortement non-stationnaire en niveau, ce qui requiert deux différenciations (I(2)) pour atteindre la stationnarité.

L'établissement de la stationnarité des séries pave la route pour l'évaluation des relations causales entre ces variables, en particulier grâce à la technique des Moindres Carrés Ordinaires (MCO). Le MCO représente la méthode de régression conventionnelle qui cherche à déterminer les coefficients linéaires minimisant la somme des écarts quadratiques entre les valeurs observées et celles anticipées par le modèle. Elle servirait en fait à mesurer l'effet des Dépenses ou des Recettes sur le PIB, apportant donc des éclaircissements essentiels sur l'efficacité des politiques budgétaires.

Tableau N°4 : Résultats de l'estimation

Variable dépendante : Produit intérieur brut		
Variable	Coefficient	Probabilité.
Recettes publiques	10,03745	0,0003
Dépenses publiques	-7,453514	0,0074
Déficit budgétaire	4,271373	0,1547
Constante	18863761	0,0143
R-carré	0,541243	
Probabilité de la statistique de Fisher	0,000183	

Source : Sur base du logiciel Eviews 12

Ce résultat montre que toute variation des recettes publiques de 1% entraîne une augmentation du PIB qu'une hausse d'une unité monétaire des Recettes Publiques est liée à un accroissement approximatif de (10,03745) du Produit Intérieur Brut qui est statistiquement significative ($0,0003 < 0,05$). Il a donc un puissant effet multiplicateur positif des revenus.

De même qu'une hausse d'une unité monétaire des dépenses publiques correspond à une réduction significative ($0,0074 < 0,05$) approximative de 7,453514 unités monétaires du PIB. Ce résultat indique un effet d'éviction significatif (le crédit public entrave l'investissement privé) et une répartition inadéquate des dépenses qui nuit à la croissance économique en République Démocratique du Congo.

Toutefois le modèle montre qu'approximativement 54,12% de la fluctuation totale du Produit Intérieur Brut (PIB) est attribuable aux changements des Recettes Publiques, Dépenses Publiques et au Déficit Budgétaire. Probabilité associée à la Statistique de Fisher (F-stat) : 0,000183 indique que le modèle a une signification statistique notoire et qu'au moins une des variables explicatives influence véritablement le PIB.

Tableau N°5 : Tests sur les résidus du modèle

Tests	Hypothèses	Probabilité
Jarque-Berra	Normalité	0,596904
Breusch-Pagan-Godfroy	Hétéroscédasticité	0,1149
Ramsey	Spécificité	0,5219

Source : Sur base du logiciel Eviews 12

Test de Jarque-Bera (Normalité) renseigne que la probabilité est de 0,596904 dépasse considérablement le seuil critique de 0,05. Nous adhérons à l'hypothèse nulle qui postule que les résidus obéissent à une distribution normale. Le test de Breusch-Pagan-Godfrey (Hétéroscédasticité) révèle une probabilité de 0,1149 dépasse également le seuil de 0,05, il y a lieu d'accepter l'hypothèse nulle d'homoscédasticité (variance constante des résidus) est vraie.

Le test de Ramsey (Spécificité présente une probabilité de 0,5219 est supérieure au seuil de 0,05. Nous acceptons l'hypothèse nulle selon laquelle le modèle est correctement spécifié

Discussion des résultats et conclusion

En définitif ce résultat montre que toute variation des recettes publiques de 1% entraîne une augmentation du PIB qu'une hausse d'une unité monétaire des Recettes Publiques est liée à un accroissement approximatif de (10,03745) du Produit Intérieur Brut qui est statistiquement significative ($0,0003 < 0,05$). Il a donc un puissant effet multiplicateur positif des revenus.

De même qu'une hausse d'une unité monétaire des dépenses publiques correspond à une réduction significative ($0,0074 < 0,05$) du PIB qui diverge des résultats de (Tahtah, 2013) qui trouve que les dépenses publiques exercent un effet positif sur la croissance économique.

Toutefois les dépenses d'investissement ont un impact positif non significatif sur la croissance économique (Echaoui & Skikra, 2021) qui montre que les dépenses publiques ont un effet positif faiblement significatif sur la croissance économique.

Pour ce qui est de résultat de (Nubukpo, 2007) les dépenses publiques ont un impact positif, essentiellement à long terme, sur la croissance des économies contrairement aux résultats de cette étude.

Par ailleurs (Kamgnja & Touna, 2001) trouve que le déficit budgétaire a un effet significatif contrairement à la présente étude. (M'pya, 2021) affirme que les variations cycliques de la production sont majoritairement expliquées par les chocs d'investissement public.

Ce constat a permis de faire des recommandations suivantes :

Investir dans l'éducation et la formation professionnelle pour améliorer les compétences et la productivité des travailleurs. Favoriser la mobilité sociale et professionnelle afin de permettre aux individus de développer leur potentiel et de contribuer pleinement à l'économie. Mettre en place des politiques de développement des compétences et de reconversion professionnelle pour répondre aux besoins du marché du travail en constante évolution. Encourager la diversité et l'inclusion sur le lieu de travail pour stimuler l'innovation et la créativité.

Au terme de notre recherche sur la politique budgétaire et la croissance économique de la RD Congo, qui vérifiait l'hypothèse selon laquelle la politique budgétaire a un effet positif significatif sur la croissance du PIB. Il y a donc lieu d'affirmer que l'hypothèse est confirmée.

Bibliographie

- Alesina, A., & Rodrik, D. (1994). Distributive politics and economic growth. *The Quarterly Journal of Economics*, 109(2), 465-490.
- Belhedi, M. (2017). Cours d'économétrie II. Faculté de Science économique et de Gestion de l'Université de Sousse.
- Dione, L.-A. (2016). Composition des dépenses publiques et impacts sur la croissance économique : analyses théoriques et empiriques sur des panels de pays développés, émergents et en voie de développement. *Thèse de doctorat en Sciences*. Université de Bourgogne.
- Echaoui, A., & Skikra, A. (2021). Dépenses publiques et croissance économique au Maroc : Essai de modélisation. *Revue AME*, 2 (2), 450-469 .
- Kamgnja, D. B., & Touna, M. (2001). Le comportement d'investissement privé au Cameroun : un resserrement de la contrainte financière ? *Les Cahiers du SISERA*.
- M'pya, B. M. (2021). Efficacité de la politique budgétaire en République Démocratique du Congo. *Dynare Working Papers* 68.
- Nbukpo, K. (2007). Dépenses publiques et croissance des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) . *Afrique contemporaine*, 2 (222), 223-250.
- Tahtah, H. (2013). Les dépenses publiques et la croissance économique au Maroc. *Revue marocaine des études et des consultations juridiques*(4).
- Uzunidis, D. (2007). De la méthode de recherche économique. *Marché et organisations*, 5(3), 101-106. doi:10.3917/maorg.005.0101.